

Le logement

Ce qui s'est produit, c'est que le système est si rigide, pour toutes sortes de raisons ayant notamment à voir avec les sociétés multinationales et les syndicats, que de telles réactions n'interviennent pas. De même, des augmentations de la demande et des dépenses gouvernementales, que favorise nettement le NPD, une diminution des impôts et autres moyens ne produisent plus les mêmes effets qu'autrefois. Nous avions l'habitude de dire que si l'on pouvait accroître de tant l'influx de capitaux, on aurait un effet multiplicateur de tant. Ce n'est plus vrai à l'heure actuelle. Par conséquent, je crois donc que nous devons envisager d'autres moyens d'obtenir les effets que nous souhaitons.

Ce qui m'inquiète le plus ce sont les taux d'intérêt élevés car, contrairement au but recherché, ils sont inflationnistes. En même temps, c'est une mesure qui s'applique sans discernement surtout à l'égard des propriétaires de maison et des petites entreprises. Si vous avez une hypothèque à long terme, vous n'êtes pas touché. Mais votre voisin qui a une hypothèque de \$400 par mois, disons, doit tout à coup payer \$800. Par conséquent, même si ce n'est pas un facteur d'inflation bien important à l'échelle nationale, c'en est un gros pour les foyers touchés. Un grand nombre de familles ne peuvent plus joindre les deux bouts car elles ont établi leur mode de vie en fonction d'un certain revenu plus un certain facteur d'inflation. C'est cette imposition aveugle des taux d'intérêt qui cause toutes ces difficultés.

Par exemple, si une baisse du dollar fait grimper légèrement le coût des produits importés, au lieu d'acheter une douzaine d'oranges cette semaine vous devrez vous contenter d'en acheter une demi-douzaine, par exemple. Vous pourrez tenir le coup car cela ne change pas grand-chose. Néanmoins, quand les taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires ou les gros prêts aux entreprises passent de 10 à 20 p. 100 du jour au lendemain, la famille ou l'entreprise touchée éprouve de graves difficultés et, bien souvent, c'est une véritable catastrophe.

M. Taylor: Alors, pourquoi appuyez-vous le bill?

M. McRae: Cette mesure essaye d'aider les familles en difficulté. Il s'agit seulement des familles en difficulté car, à l'heure actuelle, les pouvoirs publics n'ont pas les moyens d'aider autant de gens qu'au début des années 1970 où le taux de croissance était plus élevé.

• (1730)

Je termine par quelques mots sur l'orientation que nous devons prendre. Jusqu'à 1972, j'étais directeur d'une école secondaire moyenne dans le nord de l'Ontario. Subitement, vers 1970, presque en moins d'un an, la pénurie d'enseignants s'est transformée en saturation. Ça s'est produit très rapidement. Je m'y attendais quelque temps avant et j'essayais de limiter le nombre d'étudiants dans mon école. La commission scolaire voulait aménager encore plus de salles de cours, c'est pourquoi j'ai fait faire une étude démographique, ce qui m'a permis de prévoir la tournure des événements. Malheureusement, les administrateurs du régime scolaire ne pensaient pas que la situation se détériorerait aussi rapidement. Ça s'est produit subitement. Pendant quatre ou cinq ans en Ontario, et ailleurs au Canada, j'en suis certain, le domaine de l'éducation a été chambardé par des grèves, les enseignants étaient désabusés, les élèves étaient forcés de changer de classe ou d'établissement, les parents et les enseignants s'en prenaient les uns

aux autres. Tout le domaine de l'éducation en était ébranlé. Je ne blâme personne, mais nous aurions pu éviter cela si en Ontario et ailleurs, nous nous étions rendu compte que la croissance démographique avait atteint un sommet et que cela entraînerait des changements radicaux dans les promotions, la construction de nouvelles écoles, la création de postes de directeurs, de directeurs adjoints, de chefs de services et ainsi de suite. Il m'est venu à l'esprit, après y avoir songé quelque peu, que nous devions examiner différentes possibilités de ralentir la croissance. Dans le cas qui nous occupe, il y a eu une chute soudaine. Toutefois, même si cela s'était fait graduellement, il aurait fallu envisager de ralentir la croissance.

Je crois que le cas précis dont j'ai parlé pourrait s'appliquer dans bien des domaines. Nous pouvons déduire des faits qu'il est peu probable que nous retrouvions, pour une période tant soit peu longue, des taux de croissance comme ceux que nous avons connus dans les années 70, 60 et 50 et que des taux de croissance de 4, 5 et 6 p. 100 ne peuvent pas se maintenir indéfiniment.

Il y a toutes sortes de raisons à cela. Si l'on ne tient compte que de la notion d'exponentialité, un taux de croissance de 5 p. 100, cela signifie que le taux double tous les quatorze ans. Il double et double et double encore. Si des ressources comme le pétrole s'épuisent, toutes sortes de problèmes surgissent, du point de vue écologique, par exemple. Il y a toutes sortes de raisons à cela. Je crois que les gouvernements doivent accepter le principe que peu à peu, au fil des années, les taux de croissance diminueront quelque peu. Il ne s'agira pas d'un phénomène soudain, comme cela s'est produit dans le secteur de l'enseignement en Ontario et ailleurs au Canada, je pense, mais d'une réduction graduelle. À mon avis, le gouvernement doit avant tout proposer des solutions de rechange que nous puissions offrir aux Canadiens et qui puissent leur donner une lueur d'espoir, un sentiment de bien-être. La solution se situe, à mon avis, au niveau de la qualité de la vie. Nous parlons des choses mêmes dont le premier ministre (M. Trudeau) lui-même parlait en 1975 et en 1976 lorsqu'il disait d'adopter un autre mode de vie. Cependant, nous devons apporter certains accommodements.

Je n'aime pas qu'on nous dise que nous devons nous serrer la ceinture. Ce n'est pas là, à mon avis, ce dont nous parlons. Nous parlons d'adopter d'autres attitudes à l'égard de ce problème. Le moment est mal choisi pour traiter à fond de cette question, puisque nous discutons de logement, sinon que le logement comporte différents moyens de fournir aux gens des abris satisfaisants, sans pour cela être aussi luxueux que ceux que les entrepreneurs nous ont forcés à habiter ces dernières années. Je songe en passant aux maisons qu'on a construites à Thunder Bay pendant la guerre. On y a construit un grand nombre de très belles maisons que des centaines et des milliers de Canadiens continuent d'habiter encore aujourd'hui, maisons encore très bien conservées. Ce sont des maisons de plain-pied ne comportant que les éléments essentiels. J'en ai parlé au ministre qui m'a dit qu'il avait grandi dans ce genre de maison. Ces maisons résultaient d'une politique d'habitation très raisonnable. Il est impossible de construire ce genre de maisons aujourd'hui. Personne n'en construit. On bâtit des maisons beaucoup plus coûteuses.